

Consultation publique de l'Arcep sur le Projet de décision précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique en dehors des zones très denses.

Contribution de la société Axione

Nota : afin de synthétiser sa position, Axione a utilisé l'architecture du projet de décision publié en fin de document de consultation publique. Les articles font l'objet de commentaires résumant soit la compréhension qu'Axione a du sujet, soit des remarques destinées à contribuer à l'élaboration du document définitif.

A titre liminaire, Axione tient à féliciter l'Arcep pour le travail accompli sur la structuration réglementaire du paysage du très haut débit en France. La complexité technique du sujet, la densité nécessaire des acteurs, l'absence de maturité des déploiements et des plans des opérateurs, les modalités de financement... dresse un tableau complexe qu'il est urgent de simplifier en fournissant des « règles du jeu » clairement établies et partagées.

Cette structuration devra permettre de mobiliser l'énergie et les financements adaptés aux enjeux de l'aménagement très haut débit du territoire national. Axione est prêt à y participer à l'instar de son engagement sur l'aménagement haut débit dans un schéma qui devra tenir compte des spécificités des zones concernées et de la progressivité des déploiements inscrit dans un schéma nécessairement cohérent, pérenne et stable.

[Début de la contribution...]

Article 3

Axione s'accorde avec l'Arcep sur son analyse concernant la taille des PM se situant entre 1 000 et 300 lignes sauf cas d'exception.

Il est important de maintenir ces cas d'exception qui devront comme le recommande l'Arcep être dûment justifiés notamment au regard des caractéristiques des mailles concernées. Le cas de communes avec des bourgs de petite taille peut être visé par cette exception : 300 logements dans un bourg représente environ 700 habitants regroupés ce qui concerne finalement peut de communes en zone rurale. De plus, dans certaines configurations rurales, la longueur de la boucle locale optique doit être compatible avec les technologies actives déployées par les opérateurs sur l'infrastructure passive. L'introduction d'une certaine souplesse après consultation des acteurs et justification est importante.

Axione comprend que la complétude de la zone arrière n'est pas exigée ab initio mais que le PM et le réseau horizontal sont dimensionnés et réalisés pour toute la zone arrière dans un délai raisonnable (3 à 5 ans).

La souplesse dans la proposition de définition d'une maille à l'échelle d'une commune, d'une intercommunalité ou d'une zone arrière de NRA après consultation des acteurs semble pertinente. Par contre, l'absence de réponse des acteurs (opérateurs) qui imposerait de fait la prise en compte de la zone arrière d'un NRA comme référentiel n'est pas satisfaisant.

Axione comprend qu'il n'y a pas d'engagement à construire l'ensemble de la maille, ni d'engagement à construire chaque partition de la maille, ni d'engagement calendaire à raccorder toute la zone arrière du premier PM engagé si ce n'est l'horizontal et la publication des conditions de raccordements des opérateurs d'immeuble tiers et de celles concernant le raccordement d'un immeuble non raccordé au départ

Axione souhaite alerter l'Arcep sur les conditions/obligations de mise en conformité de réseaux FTTH existants qui n'ont pas intégrés ces éléments dans la définition initiale de leur architecture. Axione propose pour ces réseaux, et en fonction des cas de figure, de proposer aux opérateurs une offre d'accès pérenne basée sur les coûts de mise en conformité et les coûts des déploiements initiaux.

Article 4

Axione partage l'analyse de l'Arcep et souhaite que soit également retenu le principe d'offres de collecte fibre comme alternative à l'existence d'offres de génie civil. Pour retenir les principes

judicieux édictés dans cet article, il est nécessaire et urgent de disposer des tracés géolocalisés du réseau de transport FT et de la géolocalisation des sous-répartiteurs FT.

Article 5

Axione analyse cet article comme l'exigence d'un découpage d'une maille (un territoire en continuité de bâti par ex.) en différentes partitions décrivant les différentes zones arrières de mutualisation. Cette information est publiée aux collectivités et aux opérateurs et constitue un découpage de principe qui s'applique aux acteurs. Dans ce cas, il doit être accompagné de justification afin d'être pleinement partagé avec les différents acteurs.

Axione comprend également que l'engagement de l'opérateur d'immeuble porte sur la ou les zones arrières et non sur l'ensemble de la maille

L'inscription dans un schéma d'aménagement cohérent et pérenne doit être privilégiée.

Article 6

Une offre d'accès sous forme active doit pouvoir également être proposée si elle répond aux besoins du marché.

Article 7

Pas de remarques

Article 8

La consultation des opérateurs est importante pour mobiliser les investissements adéquats et les rendre cohérents entre eux. A ce titre, Axione souhaite que l'Arcep spécifie que le co-financement peut être de la co-construction ou l'acquisition d'IRU de très longue durée.

L'existence de droits d'usage pérenne est également une nécessité.

Article 9

Pas de remarque

Article 10

Pas de remarque

...Fin de la contribution]